



## Drame du Gers : exiger des réponses, refuser les boucs émissaires.

Le meurtre de la jeune Lyhanna suscite une émotion immense et légitime.

Face à un tel drame, nos premières pensées vont à sa famille, à ses proches et à toutes celles et ceux qui auront à vivre avec cette absence.

Dans ces moments de sidération collective, la recherche de réponses est naturelle. Elle est même nécessaire. Mais lorsque l'émotion est à son comble, le débat public peut rapidement basculer dans une autre logique : celle de la désignation immédiate de responsables, de coupables ou de boucs émissaires.

Le **SNEPAP-FSU Nouvelle Aquitaine** refuse cette dérive.

- Parce qu'elle ne rend pas justice aux victimes.
- Parce qu'elle ne permet pas de comprendre ce qui s'est réellement passé.
- Parce qu'elle conduit trop souvent à des réponses simplistes là où les situations sont complexes.

Le communiqué diffusé par FO Justice à la suite de ce drame nous interpelle. Non pas parce qu'il appelle à faire toute la lumière sur cette affaire. Cette exigence est légitime et nous la partageons. Mais parce qu'il semble considérer que l'évocation des difficultés structurelles de la Justice reviendrait à chercher des excuses ou à diluer les responsabilités.

Cette opposition nous paraît artificielle.

Depuis des années, l'ensemble des professionnels de la chaîne pénale alerte sur les conséquences d'une institution placée sous tension permanente. Magistrats, greffiers, personnels pénitentiaires, associations habilitées ... : tous décrivent les mêmes réalités.

- Des charges de travail croissantes.
- Des effectifs insuffisants.
- Des procédures toujours plus nombreuses.
- Des délais qui s'allongent.
- Des dispositifs qui s'empilent.
- Des services qui absorbent chaque année davantage de missions sans disposer des moyens correspondants.

### **Constater cette réalité ne revient pas à exonérer quiconque !**

C'est simplement reconnaître que les décisions individuelles s'exercent toujours dans un contexte institutionnel donné.

Une erreur individuelle doit être analysée. Mais lorsque les alertes sont connues depuis des années, lorsque les organisations professionnelles, les inspections, les rapports parlementaires ou les contrôleurs indépendants dressent régulièrement les mêmes constats, alors la

responsabilité ne peut être envisagée uniquement à l'échelle d'un professionnel, d'un service, d'un corps.

La sécurité mérite mieux que des réactions de circonstance. Or, force est de constater que chaque drame grave entraîne son lot de déclarations martiales, appelle de nouvelles exigences de contrôle, semble justifier une nouvelle couche de procédures.

Pourtant, l'expérience démontre que l'accumulation de contrôles formels ne garantit pas mécaniquement davantage de sécurité.

### **Une politique publique efficace ne se construit pas sous le coup de l'émotion.**

Elle se construit à partir des connaissances disponibles, de l'analyse des faits, de l'évaluation des pratiques et de la prise en compte de la réalité du terrain.

Le **SNEPAP-FSU Gironde** défend depuis longtemps une approche exigeante de la prévention de la récidive. Cette approche repose sur l'évaluation individualisée des situations, sur la qualité du suivi, sur le travail partenarial, sur l'accès aux soins, au logement, à l'emploi et sur la capacité des professionnels à construire avec les personnes accompagnées des perspectives de changement durables. Aucune de ces dimensions ne peut être remplacée par une logique exclusivement fondée sur la surveillance ou sur la recherche de responsables après coup.

Ce drame ne doit pas devenir un affrontement entre professions. Il ne doit pas davantage être utilisé pour opposer magistrats, greffiers, personnels pénitentiaires, ou travailleurs sociaux.

Tous exercent aujourd'hui dans une institution confrontée à des tensions majeures.

### **La véritable question est ailleurs : Quelle Justice voulons-nous ?**

- Une Justice qui multiplie les injonctions sans donner les moyens de les mettre en œuvre ?
- Une Justice qui réagit à chaque drame par de nouvelles obligations, de nouveaux contrôles et de nouvelles procédures ?
- Ou une Justice capable d'investir durablement dans les moyens humains, dans la qualité des prises en charge, dans la prévention de la récidive et dans la protection effective de la société ?

Pour le **SNEPAP-FSU Gironde**, c'est bien cette question qui doit être posée.

Car la sécurité de nos concitoyens ne se résume pas à la recherche d'un responsable lorsque survient un drame. Elle se construit chaque jour par des politiques publiques cohérentes, par des professionnels reconnus et soutenus dans leurs missions, et par une ambition collective à la hauteur des enjeux.

**Le temps de l'enquête doit permettre d'établir les faits.**

**Le temps du débat public doit permettre de comprendre.**

**Mais le temps syndical doit rester celui de la lucidité.**

**Exigeons enfin une réflexion de fond sur les moyens, les missions et le sens de notre Justice !**

Les représentants du **SNEPAP-FSU Nouvelle-Aquitaine**

# REGION SUD OUEST - DISP BORDEAUX



**Syndical National de l'Ensemble des Personnels de l'Administration Pénitentiaire**

□ 12-14 rue Charles FOURIER — 75013 Paris □ Tel : 06.43.17.25.05

mail : [Snepap@fsu.fr](mailto:Snepap@fsu.fr) Site internet : [Snepap-fsu.fr](http://Snepap-fsu.fr)



ENGAGÉ-ES  
AU QUOTIDIEN